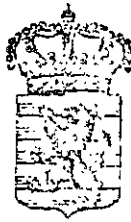


Memorial
des
Großherzogthums Luxemburg.



MÉMORIAL
DU
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Erster Theil.
Acte der Gesetzgebung,
und der allgemeinen Verwaltung.

N^o 32.

PREMIÈRE PARTIE.
ACTES LÉGISLATIFS
ET D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE.

Mittwoch, 7. October 1863.

MERCREDI, 7 OCTOBRE 1863.

Königl. : Großh. Beschluß vom 1. October 1863, wodurch die Veröffentlichung der zwischen der Großherzoglichen und der belgischen Regierung abgeschlossenen Vereinbarung, betreffend die Herabsetzung der Tage der zwischen dem Großherzogthum und Belgien zu wechselnden telegraphischen Depeschen, angeordnet wird.

Wir **Wilhelm III**, von Gottes Gnaden König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 14. December 1861 und des Königlich-Großherzoglichen Beschlusses vom 10. October 1862 über den Dienst der elektrischen Telegraphie;

Nach Einsicht der Vereinbarung vom 11. September 1863 zwischen der Großherzoglichen und der belgischen Regierung, betreffend die Herabsetzung der Tage der zwischen dem Großherzogthum und Belgien zu wechselnden telegraphischen Depeschen;

Nach Einsicht des Art. 24 der Königlich-Großherzoglichen Verordnung vom 28. Juni 1857 und in Betracht der Dringlichkeit besagte Vereinbarung in Kraft treten zu lassen;

Auf den Bericht Unseres Staatsministers, Präsidenten der Regierung, und nach Einsicht der

I.

Arrêté royal grand-ducal du 1^{er} octobre 1863, ordonnant la publication de l'arrangement intervenu entre les Gouvernements grand-ducal et belge, relativement à la réduction de la taxe des dépêches télégraphiques à échanger entre le Grand-Duché et la Belgique.

Nous **GUILLAUME III**, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc.;

Vu la loi du 14 décembre 1861 et l'arrêté royal grand-ducal du 10 octobre 1862, concernant le service de la télégraphie électrique;

Vu l'arrangement intervenu le 11 septembre 1863 entre les Gouvernements grand-ducal et belge, relativement à la réduction de la taxe des dépêches télégraphiques à échanger entre le Grand-Duché et la Belgique;

Vu l'art. 24 de l'ordonnance royale grand-ducale du 28 juin 1857, et attendu qu'il y a urgence de mettre en vigueur l'arrangement dont il s'agit;

Sur le rapport de Notre Ministre d'État, Président du Gouvernement, et vu la délibération y

32

jenem Berichte beigefügten Consultationsberatung der Regierung; annexe prise par le Gouvernement en conseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1.

Art. 1^{er}.

Die am 11. September 1863, einerseits durch den niederländischen Geschäftsträger zu Brüssel, anderseits durch den Minister der auswärtigen Angelegenheiten von Belgien unterzeichnete Vereinbarung, betreffend die Herabsetzung der Tage der telegraphischen Depeschen der Büreau des Großherzogthums Luxemburg und des Königreichs Belgien, soll behufs Vollziehung mit gegenwärtigem Beschlusse durchs „Memorial“ veröffentlicht werden.

L'arrangement relatif à la réduction du prix des dépêches télégraphiques entre les bureaux du Grand-Duché de Luxembourg et du royaume de Belgique, et signé le 11 septembre 1863, d'une part par le chargé d'affaires des Pays-Bas à Bruxelles, et d'autre part par le Ministre des affaires étrangères de Belgique, sera publié par la voie du *Mémorial*, avec le présent arrêté, afin d'exécution.

Art. 2.

Art. 2.

Unser Staatsminister, Präsident der Regierung, ist mit der Vollziehung dieses Beschlusses beauftragt.

Notre Ministre d'État, Président du Gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Haag, den 1. October 1863.

La Haye, le 1^{er} octobre 1863.

Für den König-Großherzog:

Pour le Roi Grand-Duc:

Seinen Statthalter im Großherzogthum,

Son Lieutenant-Représentant dans le Grand-Duché,

Heinrich,

HENRI,

Prinz der Niederlande.

PRINCE DES PAYS-BAS.

Der Staatsminister, Präsident der Regierung,
Baron V. de Tornaco.

Durch den Prinzen:
Der Secretär,
G. d'Olimart.

Le Ministre d'État, Président du Gouvernement,
Baron V. DE TORNACO.

Par le Prince:
Le Secrétaire,
G. D'OLIMART.

Arrangement.

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement belge, voulant favoriser l'échange des dépêches télégraphiques entre les deux États par de nouvelles modérations de taxe, les soussignés, autorisés à cet effet, ont arrêté, dans ce but, les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}.

La taxe du télégramme de vingt mots échangé entre les bureaux télégraphiques du Gouvernement grand-ducal et les bureaux télégraphiques du Gouvernement belge sera fixée au taux uniforme de deux francs, quelles que soient les distances parcourues sur les deux territoires. Cette taxe sera augmentée d'un franc par série ou fraction de série au-dessus de vingt mots.

Pour les bureaux frontières distants de cinquante kilomètres ou moins, les taxes précitées seront réduites respectivement à un franc et à cinquante centimes.

Ces différentes taxes seront partagées par moitié entre les deux offices.

Les dépêches entre deux bureaux télégraphiques du même État contractant qui emprunteraient les lignes télégraphiques de l'autre État, seront taxées pour ce transit à raison de *cinquante centimes* par télégramme de vingt mots et *vingt-cinq centimes* par série de dix mots ou fraction de série au-dessus de vingt.

Art. 2.

Les frais de transport par poste ou par exprès pourront, au choix de l'expéditeur, être payés par lui ou par le destinataire.

Dans le premier cas, les télégrammes devront porter après l'adresse l'inscription en usage : *poste payée, poste restante payée ou exprès payé*, et l'expéditeur devra acquitter les taxes fixées par l'art. 18 du traité de Bruxelles.

Dans le second cas, les télégrammes porteront seulement les mots : *poste, poste restante ou exprès*, après l'adresse, et il ne sera perçu du destinataire que le montant exact des frais.

Les télégrammes portant les indications *poste* ou *poste restante* et ceux pour lesquels l'exprès serait demandé à une distance de plus de quinze kilomètres, seront mis à la poste *sans être affranchis*.

Lorsque le destinataire refusera d'acquitter les frais d'exprès qui lui auront été demandés, le télégramme sera rapporté cacheté au bureau destinataire, qui en informera le bureau d'origine par dépêche de service. Le bureau d'origine fera payer la taxe d'exprès par l'expéditeur d'après le règlement.

Chaque administration se réserve le droit de refuser les télégrammes avec exprès non payé, émanant d'expéditeurs envers lesquels elle ne pourrait pas exercer un pareil recours et de refuser le remboursement de la taxe des télégrammes non parvenus par cette voie.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux estafettes ou exprès à plus de quinze kilomètres, dont les frais continuent à être perçus au bureau de départ, conformément à l'article précité.

Les mots : *réponse payée*, dans le texte d'un télégramme, sans mention du nombre de mots, indiquent que la réponse est payée jusqu'à vingt mots.

Art. 3.

Toutes les dispositions actuellement en vigueur qui ne sont pas modifiées par les articles précédents sont maintenues.

Art. 4.

Sauf la révision qui pourra avoir lieu de commun accord lorsque l'utilité en sera reconnue par les deux parties contractantes, les dispositions précédentes auront la même durée que la convention signée à Bruxelles le 30 janvier 1858.

Art. 5.

Les dispositions précédentes seront mises en vigueur le 1^{er} octobre 1863.

Fait en double original, à Bruxelles, le onze septembre mil huit cent soixante trois.

(signé) J. W. v. LAMBERGE.

(signé) CH. ROGIER.